

CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE & DU GRAND EST

7 Rue de la Brigade Alsace-Lorraine
B.P. 6

67064 STRASBOURG Cedex

Registre des Associations
Vol. XXXI n° 71 STRASBOURG

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice 2023

CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE & DU GRAND EST

**7 Rue de la Brigade Alsace-Lorraine
B.P. 6**

67064 STRASBOURG Cedex

Registre des Associations
Vol. XXXI N° 71 STRASBOURG

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Sur les Comptes Annuels

Exercice 2023

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR COMPTES ANNUELS**

Exercice 2023

Mesdames, Messieurs les Adhérents,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale de votre Association, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE & DU GRAND EST, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre Association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III. Justification des Appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'annexe des comptes annuels précise les modalités d'évaluation des immobilisations corporelles et des dettes financières ; nous avons procédé à l'appréciation de la méthodologie retenue par votre association et avons vérifié par sondages, sa correcte application.

Nous avons également vérifié le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe des comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels 2023.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes, la direction de votre association, nous a indiqué qu'ils feront, le cas échéant, l'objet d'une communication à l'assemblée des adhérents appelée à statuer sur les comptes.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ASSOCIATION, RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement de ces comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association la Chambre de Consommation d'Alsace & du Grand Est à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider cette société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels de l'exercice 2023 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de votre Association.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur ces comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si ces comptes reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

STRASBOURG, le 30 mai 2024

MAGAR AUDIT ET ASSOCIES
Le Commissaire aux Comptes,

Richard PATTA



EXERCICE 2023

du 1^{er} janvier 2023

au 31 décembre 2023



CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE ET DU GRAND EST

7, rue de la Brigade Alsace-Lorraine - B.P. 20006 - 67064 Strasbourg Cedex
Tél. : 03 88 15 42 42 (*Bas-Rhin*) / 07 49 10 67 55 (*Haut-Rhin*)

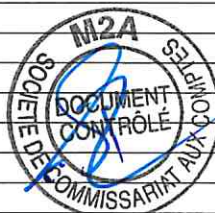
Site Internet : <http://www.cca.asso.fr>

Courriel : contact@cca.asso.fr

BILAN ACTIF AU 31 DECEMBRE 2023				
ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 490,90		0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	24 173,47		24 173,47	24 173,47
Constructions	299 371,88	11 671,84	187 700,04	192 531,48
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours	54 099,94	50 803,19	3 296,75	6 153,62
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
Total I	382 136,19	166 965,93	215 170,26	222 858,57
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres			74 120,17	180 280,73
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités			588,86	821,69
Charges constatées d'avance			1 968,24	2 804,09
Total II			76 677,27	183 906,51
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)			291 847,53	406 765,08



BILAN PASSIF AU 31 DECEMBRE 2023	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	196 000,00	196 000,00
Ecarts de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecarts de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	65 717,64	65 717,64
Autres		
Report à nouveau	- 167 030,35	-180 613,29
Excédent ou déficit de l'exercice	- 1 967,11	13 583,23
Situation nette (sous total)	92 720,18	94 687,58
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	13 241,49	16 606,11
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	105 961,67	111 293,69
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	0,00	0,00
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	33 500,00	28 500,00
Total III	33 500,00	28 500,00
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
Total III bis	0,00	0,00
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	84 093,26	194 416,20
Emprunts et dettes financières diverses	75,00	75,00
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés		
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	31 697,66	29 870,51
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	15 611,58	18 242,64
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	20 908,36	24 367,04
Total IV	152 385,86	266 971,39
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	291 847,53	406 765,08



COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	7 180,00	7 075,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	1 705,23	1 022,45
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	181 794,89	200 159,60
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	153 034,79	205 855,33
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	98,00	613,00
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	4 508,18	371,68
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits		
Total I	348 321,09	415 097,06
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	67 920,85	65 559,48
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	6 435,51	6 315,91
Salaires et traitements	226 117,83	233 168,99
Charges sociales	65 827,03	76 028,77
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 978,30	8 333,15
Dotations aux provisions	5 000,00	28 500,00
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	225,12	278,42
Total II	379 504,64	418 184,72
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 31 183,55	- 3 087,66



COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	0,85	1,01
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	0,85	1,01
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	4 169,78	2 764,41
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	4 169,78	2 764,41
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 4 168,93	- 2 763,40
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 35 352,48	- 5 851,06
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	30 125,22	9 965,19
Sur opérations en capital	3 364,62	3 364,62
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	0,00	7 000,00
Total V	33 489,84	20 329,81
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	104,47	895,52
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	104,47	895,52
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	33 385,37	19 434,29
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	381 811,78	435 427,88
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	383 778,89	421 844,65
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	- 1 967,11	13 583,23
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	32 157,50	30 547,67
TOTAL	32 157,50	30 547,67
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole	32 157,50	30 547,67
TOTAL	32 157,50	30 547,67



ANNEXE AUX COMPTES

EXERCICE 2023

du 1^{er} janvier 2023

au 31 décembre 2023



CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE ET DU GRAND EST

7, rue de la Brigade Alsace-Lorraine - B.P. 20006 - 67064 Strasbourg Cedex

Tél. : 03 88 15 42 42 (Bas-Rhin) / 07 49 10 67 55 (Haut-Rhin)

Site Internet : <http://www.cca.asso.fr>

Courriel : contact@cca.asso.fr

I. INFORMATIONS GÉNÉRALES

1) IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION

La *Chambre de Consommation d'Alsace* (CCA) est née en décembre 1970 ; face à la complexité croissante des problèmes liés à la consommation, elle était destinée à promouvoir des moyens collectifs d'analyse, de contrôle et de défense et asseoir la légitimité des consommateurs aux côtés des chambres consulaires existantes (Chambre de commerce et d'industrie, Chambre d'agriculture, Chambre des métiers).

En 1974, la CCA publie les premiers numéros du magazine *Le Consommateur d'Alsace*.

En 2019, elle étend son champ d'action au territoire de la Grande Région et prend le nom de *Chambre de Consommation d'Alsace et du Grand Est* (CCA-GE).

En 2020, elle subit de plein fouet la crise sanitaire et adopte une politique d'économies drastiques : suppression de postes, de locaux, du journal *Le Consommateur d'Alsace*...

L'Association a pour objet :

1. d'être un outil à la disposition des consommateurs, de leurs mouvements et de toutes les collectivités, pour promouvoir et réaliser toutes actions destinées à informer, former et défendre les consommateurs et les usagers de l'activité économique, sociale, culturelle, environnementale et écoresponsable, de créer et de mettre à leur disposition les moyens susceptibles de développer leur action propre, tels que :
 - assistance juridique,
 - documentation,
 - formation technique,
 - études techniques et économiques,
 - sensibilisation aux problèmes de consommation et d'environnement ;
2. d'obtenir l'agrément des pouvoirs publics pour représenter et promouvoir les fonctions de consommation et d'usage au même titre que les organismes consulaires représentant les fonctions de production et de distribution ;
3. de fournir à ses adhérents les services correspondant aux missions de CTRC (Centre technique régional de la consommation) : appui juridique, formation, documentation.

2) FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

1. Les conséquences de la crise sanitaire

Les différentes mesures adoptées de façon brutale en 2020 pour faire face aux conséquences néfastes de la crise sanitaire et rétablir la situation financière de l'Association ont continué d'impacter l'activité de la structure en 2023 :

- Réception du public uniquement sur rendez-vous ;
- Lancement d'une revue numérique trimestrielle en remplacement du bimestriel papier *Le Consommateur d'Alsace* sous le nom '*Consommer aujourd'hui*' qui peine à se développer ;
- Poursuite du remboursement du prêt garanti par l'État souscrit en 2020.

2. Le contexte inflationniste

Hausse du coût des matières premières, envolée des prix dans l'alimentaire, flambée des prix de l'énergie ont touché directement le portefeuille des ménages. Les consommateurs qui perçoivent la Chambre de Consommation comme un 'service public d'information' se refusent à régler une quelconque contribution pour obtenir un accompagnement juridique et ne veulent plus investir dans une revue consumériste locale indépendante.



3. Au niveau de la CCA-GE

- Comptabilisation des **heures de bénévolat**, à hauteur de 2 791,45 heures valorisées à 32 157,50 €, mais réparties sur un petit nombre de personnes.
Nos bénévoles avancent en âge et certains souhaitent se désengager par choix ou pour raisons de santé ; la Chambre de Consommation, comme bon nombre d'associations, est confrontée à de grandes difficultés pour attirer et recruter de nouveaux bénévoles.
- **Sur le plan social**, deux postes demeurent vacants au 31 décembre 2023 :
 - o démissions de deux conseillers en rénovation énergétique et difficultés à recruter pour cette mission ; l'un des postes a été pourvu, l'autre est vacant depuis le 1^{er} juillet 2023
 - o sur le poste de juriste : rupture de la période d'essai par la salariée au retour de son congé de maternité et absence de recrutement sur le long terme en raison des incertitudes de financement.

4. Au niveau des partenaires

- Retrait brutal de l'appui financier de la CeA annoncé en décembre 2022, soit la suppression d'un financement à hauteur de 41 000 € ; tant les élus que les services techniques affichent une volonté délibérée voire méprisante d'ignorer nos demandes de rencontres.
- Poursuite du travail en réseau des CTRC / SRA mais un nouveau CTRC (Occitanie) a été placé en liquidation judiciaire en décembre 2023.
- Investissement conséquent dans le domaine de l'Éducation Financière, en appui de la Banque de France, à la demande de l'INC mais sans contrepartie directe.

5. Locaux de la Krutenau (5 rue des Balayeurs à Strasbourg) apportés par la Fédération des associations du Mouvement familial d'Alsace (MFA)

Le droit de reprise conventionnel, consenti par la CCA-GE au MFA dans le cadre de l'apport d'immeuble entre associations, a été levé et l'inscription au Livre foncier radiée en date du 28 septembre 2023. Les locaux sont libres de charges désormais et la CCA-GE peut en disposer librement.

3) ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

1. **Incertitudes sur la subvention de l'État et peu de visibilité sur la subvention de l'EMS au titre de 2024**
2. **Décision de mettre en vente les locaux de la Krutenau**
Les locaux sont dans un état déplorable et ne peuvent être exploités en l'état ; le coût des travaux nécessaires à leur réhabilitation se chiffre à plus de 100 000 €. Ils seront mis en vente en 2024. Mais le conseil syndical de la copropriété aurait décelé des erreurs dans la gestion par le syndic Immoval et a décidé de ne pas renouveler son mandat ; la copropriété est restée sans syndic pendant 4 mois. Une action en justice serait envisagée à l'encontre d'Immoval.
Cette situation pourrait entraîner des retards dans la vente des locaux.

4) CONTINUITÉ D'EXPLOITATION

Toute l'équipe de la CCA-GE reste mobilisée pour poursuivre les efforts de réduction des dépenses et rechercher de nouveaux développements et nouvelles sources de financement.

La situation économique de l'association est fragilisée en raison :

- du retrait du soutien financier de la CeA entraînant l'absence de recrutement notamment d'un juriste,
- des retards déjà observés dans le versement des financements et subventions,
- du remboursement des échéances du PGE,
- des difficultés à mobiliser les collectivités lorraines autour du projet de la Chambre



Afin d'assurer la continuité d'exploitation, la direction projette en 2024 :

- de se lancer dans un Dispositif local d'accompagnement, pour réfléchir à une réorientation du projet associatif,
- de poursuivre ses efforts en direction des territoires lorrains et champardennais,
- d'engager une transformation de la revue numérique *Consommer aujourd'hui*.

A la date d'arrêts des comptes, la direction n'a pas connaissance d'autres incertitudes qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son activité.



II. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont les caractéristiques suivantes :

- Total bilan : 291 847,53 €
- Résultat : - 1 967 ,11 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 28/03/2024.

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2023 ont été établis conformément au plan comptable général et les règlements de l'autorité des normes comptables (ANC).

Le plan comptable général constitue la référence en matière d'informations financières et comptables.

Les particularités des associations et fondations sont prises en comptes par des adaptations du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont énoncées ci-après.

1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
205100 - Logiciels	4
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
211000 - Terrains	Non amortissable
213100 - Bâtiments	50 ans
213520 - Immeuble rue des Balayeurs	20 ans
218100 - Installations gales, agencements, aménagements divers	8 ans
218200 - Matériel de transport	6 ans
218300 - Matériel de bureau et matériel informatique	3 ans
218301 - Equipement de bureau	3 ans
218304 - Matériel secteur EIE	3ans
218400 - Mobilier	5 ans
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
27500 - Dépôts et cautionnements	Non amortissable



1) CRÉANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2) DISPONIBILITÉS

Les liquidités disponibles en banque et en caisse sont évaluées à leur valeur nominale.

3) SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables par l'association sont inscrites au passif du bilan dans la rubrique correspondante et reprises en résultat au même rythme que l'amortissement du bien financé.

4) CHANGEMENTS COMPTABLES

Au cours de l'exercice du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023 il n'y a eu aucun changement de méthode d'évaluation.



III. NOTES SUR LE BILAN

- | | |
|---|---------|
| 1) Tableau des immobilisations : | page 13 |
| 2) Tableau des amortissements : | page 14 |
| 3) Tableau des provisions : | page 15 |
| 4) Etat des créances et dettes : | page 16 |
| 5) Produits à recevoir : | page 17 |
| 6) Charges à payer : | page 18 |
| 7) Charges constatées d'avance : | page 19 |
| 8) Produits constatés d'avance : | page 20 |
| 9) Tableau de variation des Fonds Dédiés : | page 21 |
| 10) Tableau de variation des Fonds Propres : | page 22 |
| 11) Tableau de variation des Subventions d'Investissement : | page 23 |
| 12) Legs, donations et assurances-vie : | page 24 |
| 13) Tableau de variation des Fonds Reportés : | page 25 |



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
CREANCES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	4 490,90					4 490,90
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 490,90					4 490,90
CORPORELLES	Terrains	24 173,47					24 173,47
	Constructions sur sol propre	122 971,88					122 971,88
	sur sol d'autruit						
	instal. agenct aménagement	176 400,00					176 400,00
	Instal. technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	6 348,72					6 348,72
	Matériel de transport	16 000,00					16 000,00
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	32 473,23		289,99		1 012,00	31 751,22
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	378 367,30		289,99		1 012,00	377 645,29	
BIENS REÇUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÈS							
FINANCIÈRES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES						
TOTAL		382 858,20		289,99		1 012,00	382 136,19



Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	4 490,90			4 490,90
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 490,90			4 490,90
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement, aménagement	106 840,40	4 831,44		111 671,84
	Instal. technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	5 408,09	332,58		5 740,67
	Matériel de transport	10 918,49	2 666,66		13 585,15
	Matériel de bureau, mobilier	32 341,75	147,62	-1 012,00	31 477,37
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	155 508,73	7 978,30	-1 012,00	162 475,03
TOTAL		159 999,63	7 978,30	-1 012,00	166 965,93



Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	28 500,00	5 000,00		33 500,00
	Pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	28 500,00	5 000,00	0,00	33 500,00
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION				
TOTAL GENERAL					
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			33 500,00		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5° du C.G.I.					



Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

	31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CRÉANCES			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients, usagers douteux ou litigieux			
Autres créances clients, usagers			
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxes sur la valeur ajoutée	0,97	0,97	
Autres impôts, taxes versements assimilés	2 469,00	2 469,00	
Divers			
Confédération, fédération, union, entités affiliées			
Créances reçues par legs ou donations			
Débiteurs divers	71 650,20	71 650,20	
Charges constatées d'avance	1 968,24	1 968,24	
TOTAL DES CRÉANCES	76 088,41	76 088,41	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (pers. physiques)			

Etat exprimé en euros

	31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine	42 572,80	42 572,80		
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	41 520,46	15 979,57	25 540,89	
Emprunts et dettes financières divers	75,00	75,00		
Fournisseurs et comptes rattachés				
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	31 682,26	31 682,26		
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée	15,40	15,40		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, entités affiliées				
Autres dettes	15 611,58	15 611,58		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	20 908,36	20 908,36		
TOTAL DES DETTES	152 385,86	126 844,97	25 540,89	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	16 132,29			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

TOTAL DES PRODUITS À RECEVOIR		71 650,20
Autres créances		
SUBVENTIONS À RECEVOIR		68 980,41
PRODUITS À RECEVOIR		2 669,79



Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2023

TOTAL DES CHARGES À PAYER		37 148,58
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES</i>		
Dettes fiscales et sociales <i>PROVISION CONGES À PAYER</i> <i>PROVISION CHARGES SOCIALES / CONGES À PAYER</i> <i>PROVISION AUTRES TAXES À PAYER</i>		15 167,00 6 370,00
Autres dettes <i>PROVISION CHARGES À PAYER</i>		15 611,58



Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	01/01/2024 - 31/12/2024	4 686,65	1 922,82
Maintenance informatique et téléphonique		1 712,12	974,11
Assurance AXA : Multi. Pro / Pass Asso		1 062,07	416,97
Abonnements		649,55	163,80
Internet		23,47	17,96
Colloques, séminaires, conférences		17,99	11,61
Redevances concessions (Nom de domaine)		223,57	56,40
Locations diverses		997,88	281,97
Charges constatées d'avance - FINANCIÈRES	01/01/2024 - 31/12/2024	54,50	45,42
Frais de banque		54,50	45,42
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			1 968,24



Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION Consommer Aujourd'hui : Abonnements Individuels Abonnements Associations Autres produits d'exploitation : Est Repro (rembt / facture à établir)	01/01/2024 - 31/12/2024	408,36 373,65 25,71 9,00	408,36 373,65 25,71 9,00
Produits constatés d'avance - FINANCIERS	01/01/2024 - 31/12/2024		
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS Eurométropole (Projet Sare)	01/01/2024 - 31/12/2024	20 500,00 20 500,00	20 500,00 20 500,00
TOTAL			20 908,36



Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

Fonds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
		Montant global	Dont rembour- sements		Montant global	Dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	196 000				196 000
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	65 718				65 718
Autres réserves					
Report à nouveau	-180 613	13 583			-167 030
Excédent ou déficit de l'exercice	13 583	-13 583		1 967	-1 967
Situation nette	94 688	0		1 967	92 720
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	16 606				13 241
Provisions réglementées				3 365	
TOTAL	111 294			5 332	105 962



Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2022	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2023
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	4 532,00		2 267,00	2 265,00
Autres subventions d'investissement	12 074,11		1 097,62	10 976,49
Montant nominal	16 606,11		3 364,62	13 241,49
Quotes-parts virées au compte de résultat			3 364,62	



Legs, donations et assurances-vie

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

PRODUITS

Montant perçu au titre d'assurances-vie

Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définies à l'article 231-9

Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés

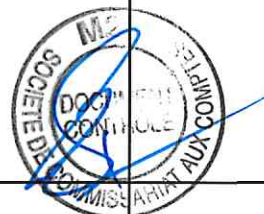
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations

Total des produits**CHARGES**

Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Report en fonds reportés liés aux legs ou donations

Total des charges**SOLDE****NÉANT**

Variation des Fonds Reportés

Etat exprimé en euros		Fonds reportés clôture 31/12/2022	Report	Utilisation	Fonds reportés clôture 31/12/2023
Fonds reportés liés aux legs ou donations					
TOTAL					

NÉANT



NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1) **Compte de Résultat par Origine et Destination :** pages 27 et 28

2) **Tableaux des produits et charges exceptionnelles :** page 29



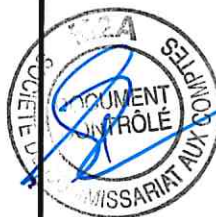
Compte de Résultat par Origine et Destination

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION		12 mois	12 mois
PRODUITS PAR ORIGINE	1 - PRODUITS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
	1.1 Cotisations sans contrepartie		
	1.2 Dons, legs et mécénat	98,00	613,00
	- Dons manuels		
	- Legs, donations et assurances-vie		
	- Mécénat		
	1.3 Autres produits liés à la générosité du public		
	2 - PRODUITS NON LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
	2.1 Cotisations avec contrepartie	7 180,00	7 075,00
	2.2 Parrainage des entreprises		
	2.3 Contributions financières sans contrepartie		
	2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	216 990,81	214 512,87
	3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	153 034,79	205 855,33
	4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS	4 508,18	7 371,68
	5 - UTILISATIONS DES FONDS DÉDIÉS ANTERIEURS		
Total des produits par origine		381 811,78	435 427,88
CHARGES PAR DESTINATION	1 - MISSION SOCIALES		
	1.1 Réalisées en France		
	- Actions réalisées par l'organisme		
	- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	298 380,37	315 513,67
	1.2 Réalisées à l'étranger		
	- Actions réalisées par l'organisme		
	- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger		
	2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		
	2.1 Frais d'appel à la générosité du public		
	2.2 Frais de recherche d'autres ressources		
	3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	68 250,44	66 733,42
	4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS	17 148,08	39 597,56
	5 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES		
	6 - REPORTS EN FONDS DÉDIÉS DE L'EXERCICE		
	7 - VALEURS NETTES COMPTABLES DES ÉLÉMENTS D'ACTIFS CÉDÉS		
	7.1 Autres produits liés à la générosité du public		
	7.1 Autres produits liés à la générosité du public		
Total des charges par destination		383 778,89	421 844,65
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-1 967,11	13 583,23



Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		12 mois	12 mois
PRODUITS PAR ORIGINE	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
	Bénévolat	32 157,50	30 547,67
	Prestation en nature		
	Dons en nature		
	2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
	3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
Total des produits par origine		32 157,50	30 547,67
CHARGES PAR DESTINATION	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES		
	Réalisées en France		
	Réalisées à l'étranger		
	2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS		
	3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	32 157,50	30 547,67
Total des charges par destination		32 157,50	30 547,67



Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des produits exceptionnels		33 489,84
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		30 125,22
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 364,62	3 364,62
Reprises sur provisions	0,00	0,00
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,04	
PRODUITS/EXERCICES ANTÉRIEURS	30 125,18	
Total des charges exceptionnelles		104,47
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		104,47
CHARGES/EXERCICES ANTÉRIEURS	104,47	
Charges exceptionnelles sur opération en capital		
Résultat exceptionnel		33 385,37



IV. AUTRES INFORMATIONS

1) ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNÉS ET REÇUS

- Avals, cautionnements et garanties donnés / reçus
La mise en location d'un emplacement de parking dans les locaux situés rue des Balayeurs a donné lieu à la perception d'un dépôt de garantie d'un montant de 75,00 € au courant de l'exercice 2021 ;
- Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées
Aucun engagement financier donné et reçu au courant de l'exercice 2023 ;
- Sûretés réelles consenties (hypothèques, gages, nantissements) pour garantir des dettes
Aucun engagement financier donné et reçu au courant de l'exercice 2023.

2) CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes
L'évaluation des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes pour l'exercice 2023 représente 2 791,45 heures valorisées à 32 157,50 € ;
- Des contributions en biens (ou dons en nature) : tout bien meuble remis en pleine propriété à l'entité
Aucune contribution en biens (ou dons en nature) pour l'exercice 2023 ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux, de matériel, fourniture gratuite de services
Aucune contribution en services pour l'exercice 2023.

3) EFFECTIF

L'effectif moyen employé pendant l'exercice 2023 s'établit à 7,59 ETP.



CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE & DU GRAND EST

**7 Rue de la Brigade Alsace-Lorraine
B.P. 6**

67064 STRASBOURG Cedex

Registre des Associations
Vol. XXXI N° 71 STRASBOURG

RAPPORT SPECIAL

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**Sur les Opérations Visées par l'Article L 612-5
Du Code du Commerce**

Exercice 2023

**RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Exercice 2023

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur des conventions réglementées visées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice et dont nous avons été avisés en application de l'article R. 612-7 dudit code.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Dans le cadre de ces dispositions, nous vous informons que :

Votre association a procédé en 2023, au remboursement de Frais de Déplacements de plusieurs administrateurs pour les sommes suivantes :

NOM	Debit
PAUL TEDESCHI	240,2
KOBEL	251,1
LORRAIN	26,6
	517,9
NOM	Credit
PAUL TEDESCHI	240,2

Votre association a bénéficié en 2023 d'un don de 240,20 euros fait par Monsieur Paul TEDESCHI.

Aucune autre convention entrant dans le champ d'application du texte susvisé ne nous a été signalée et les vérifications auxquelles nous avons procédé n'ont pas fait apparaître d'autres opérations traitées par votre association avec un de ses dirigeants.

STRASBOURG, 30 mai 2024

MAGAR AUDIT ET ASSOCIES
Le Commissaire aux Comptes

Richard PATTA